

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE PLOUGASNOU

---

L'an deux mille dix, le huit avril, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUGASNOU, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, à 20 heures, sous la présidence de Monsieur Yvon TANGUY, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : **22**  
Date de la convocation du Conseil Municipal : **02 avril 2010 (affichée le 02 avril 2010)**

Compte rendu de séance et extraits du registre des délibérations affichés le 9 avril 2010

**Présents** : TANGUY Yvon, LE MEUR Jean-Yves, SALAUN Robert, CHARLES Daniel, LE DOARE Martine, CONSTANT André, ORSI Jacques, DANIELOU Anne, TROMEUR Jean-Marie, ROPARS Dominique, CHATARD Céline, LE CLECH Hervé, COTRIAN Bernard, VALLEE Eric, TROUSSEL Frédérique, COLAS Marie-Pierre, MICHAILLE Françoise, LE GOFF Josiane, LE RUZ Hervé.

**Absents** : DERRIEN Delphine, KERGUTUIL Eliane, LEMOUNAUD Dominique.

**Pouvoirs** : DERRIEN Delphine à TROMEUR Jean-Marie, LEMOUNAUD Dominique à LE RUZ Hervé.

**Secrétaire de séance** : CONSTANT André.

Nombre de membres en exercice : 22
------------------------------------

Présents : 19
---------------

Pouvoirs : 2
--------------

Votants : 21
--------------

---

### **1. Approbation du compte rendu de la séance du conseil municipal du 23 mars 2010**

Monsieur LE MEUR précise qu'à ce jour aucun comité de jumelage n'est encore en place, il ne s'agit que d'un projet. Dès lors, il demande que la délibération n°7 soit rédigée de la façon suivante :

« La commune a affirmé sa volonté par le biais d'un *comité de projet de jumelage* de mettre en place un jumelage avec une *commune anglaise ou autre*.

Plusieurs contacts ont été pris avec les communes de Helston et Upton, et un voyage est prévu prochainement *afin d'étudier les termes du projet de jumelage*.

Compte tenu de l'intérêt que peut présenter un jumelage pour la commune, il est proposé de prendre en charge les frais de transport engagés par les membres du *comité de projet de jumelage*.

#### ***Délibération :***

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, à l'unanimité,

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

**APPROUVE** la prise en charge des frais de transport engagés par les membres du *comité de projet de jumelage*.

**DIT** que cette dépense est inscrite au budget de la commune ».

Le compte rendu du conseil municipal du 23 mars 2010 n'appelant pas d'autre observation, il est procédé au vote.

### ***Délibération***

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré : à l'unanimité,

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE le compte rendu du Conseil Municipal du 23 mars 2010.

## **2. Front de Mer – Troisième Tranche – Signature du marché**

### ***Rapport de présentation (Yvon TANGUY)***

Par délibération du 25 février 2010, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à lancer une consultation des entreprises par la voie d'une procédure adaptée pour la réalisation des travaux de la troisième tranche du programme d'aménagement de Primel Trégastel.

Après analyse des offres par le maître d'œuvre la DDTM, il apparaît que la proposition de l'entreprise EUROVIA est économiquement la plus avantageuse pour les montants suivants :

HT	EUROVIA
Tranche ferme	509 228.33
tranche conditionnelle 1- Rue du Grand Large	305 204.30
tranche conditionnelle 2 - Rhun Prédou	353 197.10
tranche conditionnelle 3 - Parking Don Bosco	102 960.10
<b>TOTAL</b>	<b>1 270 589.83 €</b>

Dans le cadre de la mise au point du marché, il est proposé de retenir en plus :

- sur la tranche ferme : l'option pavés drainants 28 900.00 € HT
- sur la tranche 3 : glissières de sécurité : 14 300.00 € HT
- reprise du talus avec bache 1 400.00 € HT
- 1 candélabre supplémentaire 2 000.00 € HT.

Il est aujourd'hui proposé au Conseil Municipal de valider cette offre et d'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché.

### ***Délibération :***

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

VALIDE l'offre de l'entreprise EUROVIA pour la réalisation des travaux de la troisième tranche d'aménagement de Primel Trégastel, telle que présentée ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché.

### **3. Consultation des entreprises pour la réalisation des travaux de réhabilitation du réseau d'eaux usées du bourg.**

*Rapport de présentation (Daniel CHARLES)*

Le réseau d'eaux usées du bourg est perméable aux eaux de nappe et eaux de pluie. Ces eaux parasites en quantité importante (250 m<sup>3</sup> en 6 jours début décembre), perturbent le fonctionnement de la station d'épuration. Pour cette raison des travaux d'étanchéité doivent être réalisés.

Une première tranche est prévue en 2010.

#### ***Délibération :***

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

AUTORISE Monsieur le Maire à lancer une consultation des entreprises pour la réalisation des travaux de réhabilitation du réseau d'eaux usées du bourg,

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions auprès des différents financeurs, notamment le Conseil Général du Finistère et l'Agence de l'Eau.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché.

### **4. Vente d'un terrain dans le lotissement de l'Oratoire (3 lots)**

*Rapport de présentation (Daniel CHARLES)*

La commune met en vente trois terrains dans le lotissement de l'Oratoire (3 lots) rue Pasteur. Monsieur et Madame Bettaïeb étaient acquéreurs du lot n°3, et le Conseil Municipal avait délibéré favorablement à cette acquisition le 25 février 2010.

Depuis, Monsieur et Madame Bettaïeb se sont désistés.

Aujourd'hui, Monsieur BRIZEC Arnaud a déposé une proposition d'acquisition sur ce terrain d'une superficie de 540 m<sup>2</sup> au prix de 45 € le m<sup>2</sup>. Les frais d'acquisition seront à sa charge.

#### ***Délibération :***

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

APPROUVE la vente du lot n°3 du lotissement de l'Oratoire (3 lots) rue Pasteur à Monsieur BRIZEC aux conditions ci-dessus précisées.

DONNE pouvoir au Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires et signer l'acte de vente.

DESIGNE Maître Berrou Gorioux pour procéder à la rédaction de l'acte.

## **5. Tableau des effectifs – Création et suppression de postes**

### *Rapport de présentation (Jacques ORSI)*

La promotion interne, réservée aux fonctionnaires ayant une certaine ancienneté, constitue un mode d'accès dérogatoire au cadre d'emploi supérieur, le mode d'accès normal étant le concours.

La Commission Administrative Paritaire de catégorie C s'est réunie le 5 mars 2010, pour procéder à l'examen des dossiers d'avancement au grade d'agent de maîtrise au titre de la promotion interne.

Les dossiers de trois adjoints techniques ont été examinés et ont reçu un avis favorable pour être inscrits sur la liste d'aptitude des agents de maîtrise.

Afin de pouvoir nommer ces agents, il est proposé au Conseil Municipal, de créer trois postes d'agents de maîtrise et de supprimer leurs postes actuels d'adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> classe.

### ***Délibération :***

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

SUPPRIME trois postes d'adjoint technique principal de 2<sup>e</sup> classe,

CREE trois postes d'agents de maîtrise,

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la commune.

## **6. Adhésion de Morlaix Communauté au Syndicat Mixte MEGALIS.**

### *Rapport de présentation (Yvon TANGUY)*

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures administratives (marchés publics, transfert des actes au contrôle de légalité...), le Conseil de Communauté a délibéré favorablement sur l'exercice de la compétence et sur l'adhésion à la plate-forme de dématérialisation E-Mégalis Bretagne, syndicat mixte de coopération territoriale.

En vertu des articles L 5211-17, L 5214-16 et L 5214-27 du CGCT, les communes membres de Morlaix Communauté sont invitées à se prononcer sur la modification statutaire suivante : modifier les statuts de Morlaix Communauté au titre de ses compétences facultatives, comme suit : « *contribuer au développement de l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et de l'administration électronique sur le territoire, notamment par l'adhésion au syndicat mixte E-Mégalis Bretagne* ».

### ***Délibération :***

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21

Pour : 21  
Contre : 0  
Abstentions : 0

APPROUVE l'adhésion de la communauté d'agglomération au syndicat mixte E-Mégalis Bretagne, et la modification des statuts communautaires comme suit : « *contribuer au développement de l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et de l'administration électronique sur le territoire, notamment par l'adhésion au syndicat mixte E-Mégalis Bretagne* ».

## **7. Convention de réservation de terrain – Résidence de POUL BRAOU**

*Rapport de présentation (Daniel CHARLES)*

La commune a inscrit dans son programme de logements sociaux, la réalisation de huit logements locatifs : 4 maisons individuelles et 4 semi-collectifs (programmation inscrite au PLH de Morlaix Communauté).

Cette réalisation a été confiée à l'opérateur le Logis Breton.

Une convention doit être signée entre l'opérateur et la commune aux termes de laquelle est prévu le transfert du terrain à titre gratuit après l'agrément de l'opération par l'Etat.

Les travaux de viabilisation restent à la charge de la commune.

Le Conseil Municipal est invité à délibérer sur les termes de cette convention.

### ***Délibération :***

Monsieur LE RUZ souhaite qu'une action soit menée auprès des opérateurs HLM afin que des travaux soient lancés en terme d'économie d'énergie et notamment isolation et chauffage.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21  
Pour : 21  
Contre : 0  
Abstentions : 0

APPROUVE les termes de la convention de réservation de terrain pour la réalisation de 8 logements locatifs sociaux Résidence de Poul Braou, avec le Logis Breton.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

AUTORISE Monsieur le Maire à lancer une procédure de consultation des entreprises pour la réalisation des travaux de viabilisation et à signer le marché.

## **8. Résiliation d'un contrat d'occupation de longue durée de parcelles de terre-pleins à des fins commerciales – Mise en œuvre de la procédure contradictoire.**

*Rapport de présentation (André CONSTANT)*

Un contrat d'occupation de longue durée a été signé par le Maire de Plougasnou le 14 septembre 1995, autorisant une concession sur le Domaine Public Maritime d'une surface de terre-pleins de 650 m<sup>2</sup> sur le port du Diben, au bénéfice des Etablissements Lequertier et Fils. Le contrat ainsi que ses clauses et conditions générales ont été signés par le bénéficiaire le 15 mai 1995 et l'ensemble approuvé par le représentant de l'autorité concédante, le 29 janvier 1996.

Aux termes de ce contrat, il est rappelé que l'occupation de longue durée constitue un droit de jouissance, pour une période déterminée, d'un terre-plein en vue de l'installation d'activités commerciales en rapport avec l'utilisation du port, exclusif du bénéfice des dispositions du décret 53-960 du 30 septembre 1953 relatif à la propriété commerciale et au fonds de commerce.

La concession de terre-plein est donc expressément liée à l'activité commerciale du concessionnaire, en l'occurrence : « Commerce de poissons, crustacées et coquillages et tous produits de la mer ainsi que leur transformation ».

Par acte du 3 septembre 2009, la société Lequertier et Fils a déclaré renoncer à l'autorisation d'exploitation de cultures marines auprès du service des Affaires Maritimes de Morlaix.

Après affichage de la vacance de concession au titre des cultures marines pendant un mois, Monsieur le Préfet du Finistère a, par arrêté du 27 octobre 2009, supprimé administrativement la concession de cultures marines.

Par ailleurs, la société Lequertier a été radiée du Registre du Commerce et des Sociétés le 28/07/2009.

Aucun contrat d'assurance n'a été produit, comme l'impose le contrat. Or le bâtiment présente un danger réel, compte tenu de son état délabré.

Le bâtiment, comme a pu le constater Maître DEUFF, huissier de Justice saisi à notre demande, suite à plusieurs plaintes d'habitants, est *aujourd'hui à l'état d'abandon le plus total, qu'il ne présente aucun entretien et qu'il se dégrade très fortement.*

Ainsi, Vu les articles 4-2, 4-5, 12 et 13 des clauses et conditions générales du contrat, disposant :

Article 4-2 : le bénéficiaire doit justifier d'une assurance couvrant sa responsabilité au moins pour les risques suivants : dommages causés aux ouvrages du port ; dommages causés aux tiers à l'intérieur du port.

Article 4-5 : le bénéficiaire assure l'entretien en bon état des parcelles de terre-pleins mit à sa disposition et de tous les ouvrages et installations qu'il a réalisés au titre du contrat particulier.

Article 12 : faute par le bénéficiaire de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières du contrat particulier ou des présentes clauses et conditions générales....., l'autorisation peut être révoquée par le concessionnaire.

Article 13 : l'autorisation d'occupation peut être révoquée par le concessionnaire,  
- au cas où le concessionnaire ne serait plus titulaire des autorisations pouvant être exigées pour exercer l'activité professionnelle qui a motivé l'autorisation,  
- au cas de décès du bénéficiaire,  
- au cas de dissolution de société si le bénéficiaire est une personne morale de droit privé,  
- en cas de cessation de l'exploitation consécutive à une procédure de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ouverts à l'encontre du bénéficiaire....,

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure contradictoire en vue d'une résiliation du contrat d'occupation du domaine public maritime, à savoir de communiquer aux Etablissements LEQUERTIER, bénéficiaires de l'autorisation l'ensemble des griefs ci-dessus exposés et qui lui sont reprochés et l'inviter à présenter ses moyens de défense.

***Délibération :***

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

Votants : 21

Pour : 21

Contre : 0

Abstentions : 0

AUTORISE Monsieur le Maire à lancer la procédure contradictoire en vue d'une résiliation du contrat d'occupation du domaine public maritime, à savoir de communiquer aux Etablissements LEQUERTIER, bénéficiaires de l'autorisation l'ensemble des griefs ci-dessus exposés et qui lui sont reprochés et l'inviter à présenter ses moyens de défense.